



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°44656-2
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 44656 du 3 décembre 2021 autorisant
la société SOPRAL à exploiter une installation au lieu-dit Macaire
sur la commune de Pléchâtel**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, concernant la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux ;

VU la décision d'exécution (UE) n° 2019/2031 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-8 à L. 512-13 et R. 512-47 à R. 512-66-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 44 656 du 3 décembre 2021 accordé à la société SOPRAL pour l'exploitation d'une installation de fabrication d'aliments pour animaux de compagnie sur la commune de Pléchâtel, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°44656-1 du 4 décembre 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU la demande de l'exploitant formulée le 29 mars 2023 et complétée le 5 mars 2024 afin notamment de porter la production maximale du site à 190 t/j et d'exploiter à nouveau d'anciens silos ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 janvier 2025 ;

VU le courriel en date du 30 janvier 2025 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU les échanges entre l'inspection des installations classées et l'exploitant le 31 janvier 2025 au cours desquels l'exploitant a indiqué ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT le dépôt d'un dossier de porter à connaissance en date du 29 mars 2023 et complété le 5 mars 2024 par la société SOPRAL ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement mais que toutefois, les nouvelles activités envisagées nécessitent d'être encadrées par de nouvelles prescriptions ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de solliciter de la part de l'exploitant le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 44 656 du 3 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 des prescriptions complémentaires peuvent être proposées dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 44 656 du 3 décembre 2021 modifié, autorisant la société SOPRAL, dont le siège social est situé au lieu-dit Pont-Réan à GUICHEN, à exploiter au lieu-dit Macaire à Pléchâtel une installation de fabrication d'aliments pour animaux est modifié selon les termes du présent arrêté.

Les dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Article 2 : L'article 1.2.1, « *Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau* » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 44 656 du 3 décembre 2021 susvisé est modifié ainsi :

«

Rubrique	Désignation des activités de la nomenclature	Caractéristiques des installations projetées	Régime*
3642-3. a)	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés Capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour (pourcentage de matière animale supérieur à 10)	190 t/j max à terme après extension	A
2910.A.2	Installation de combustion, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	Puissance maximale des installations 5 MW : -chaudière 3,59 MW -groupe électrogène 1,4 MW	D
2160.2	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : Autres installations : b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	2240 m ³	NC

* A (Autorisation), D (Déclaration), NC (Non classé)

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante :

Rubrique	Désignation des activités de la nomenclature	Caractéristiques des installations projetées	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Surface imperméabilisée d'environ 1,38 ha	D

* D (Déclaration)

»

Article 3 : Le titre 9 « *Prévention des risques technologiques* » est complété par un article 9.8 « *Conditions particulières d'exploitation de silos de stockage de matières premières* » rédigé ainsi:

« 9.8 CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION DE SILOS DE STOCKAGE DE MATIÈRES PREMIÈRES

Dans le cadre de la réhabilitation du silo de stockage de matières premières implantés au sud du site, l'exploitant, préalablement à la mise en exploitation de ce silo, réalise les travaux suivants :

- Découpe des surfaces de toitures côté Voie SNCF et remplacement par 7 capots métalliques de 3 m² ;
- Mise en place de 7 événements de 7,5 m² sur le haut des fûts des cellules et toiture laissée en place côté Vilaine.

L'exploitation des cellules côté voie ferrée respecte les conditions suivantes :

- Elles ne stockent pas de lignocellulose
- Elles accueillent exclusivement de la pulpe de betterave ou des croquettes

L'exploitation des cellules côté Vilaine respecte les conditions suivantes :

- 60% de remplissage maximum si les événements de 7,5 m² sont déplacés vers le bas de 3 m ;
- 70% de remplissage maximum si la surface des événements de 7,5 m² passe à 10 m²

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les justificatifs du respect de ces conditions, notamment les plans et attestations de bon achèvement des travaux ainsi que les consignes et justificatifs de formation.

Compte tenu de la proximité de la voie ferrée, l'exploitant définit les modalités de communication avec le réseau SNCF et les met en œuvre en cas d'incident sur le site. »

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51).

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pléchâtel et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Pléchâtel, ainsi qu'à la société SOPRAL.

Fait à Rennes, le **03 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY